



Escalade des périls

Depuis le 17 septembre, avec la rupture de l'accord Kerry-Lavrov conclu une semaine plus tôt et instituant une nouvelle trêve en Syrie, les événements s'accroissent et révèlent l'ampleur du conflit entre les deux blocs atlantique et eurasiatique. Cela dans le contexte de l'élection présidentielle aux États-Unis, où le clan belliciste semble avoir besoin d'une guerre avant le changement de président : soit pour entraîner un report des élections, soit pour soumettre le début d'une éventuelle présidence de Donald Trump à des conditions catastrophiques. Pour cette faction, une victoire électorale de Trump signifierait la fin de l'omnipotence des élites mondialistes bellicistes. Nous en sommes aujourd'hui à un point tel que jamais la perspective d'une Troisième guerre mondiale n'a été aussi proche : plusieurs généraux américains relèvent que la situation n'a jamais été aussi grave depuis la guerre de Corée.

BREF SURVOL CHRONOLOGIQUE

Commençons par un rapide survol des événements depuis le début août 2016.

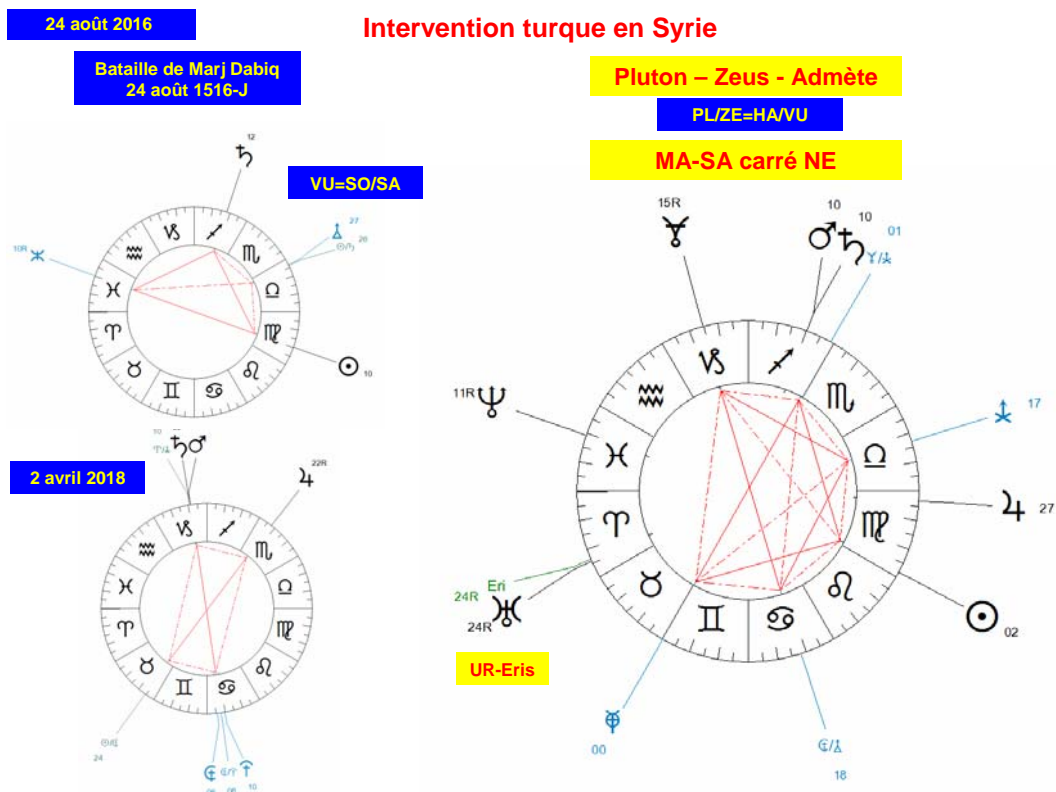
Août 2016

Le mois d'août commence par un constat d'échec, fait par le guide suprême Khamenei, de l'accord irano-américain sur le nucléaire, l'argent iranien étant toujours bloqué dans les comptes contrôlés par les États-Unis. La situation en Ukraine est à nouveau tendue, avec plus de 450 violations du cessez-le-feu par les troupes de Kiev ou leurs supplétifs occidentaux constatés sur le front de Donetsk ; avec un attentat contre le président de la République de Lougansk dans le Donbass ; enfin avec l'envoi de commandos ukrainiens en Crimée pour y fomenter des attentats. Le 11 août a lieu à Moscou une rencontre entre Vladimir Poutine et Recep Erdogan, premier pas d'une réorientation possible des alliances turques après le coup d'État manqué du 15 juillet. Le 21 août, est conclu un accord entre Pékin et Damas pour une aide de l'armée chinoise en matière de formation militaire.

Alors qu'une attaque djihadiste a été lancée contre Alep le 1^{er} août, le 22 août, les États-Unis annoncent officiellement que les forces américaines en Syrie abattront les avions syriens qui les survolent. Peu nombreuses (300 hommes), ces forces américaines servent de conseillers aux autres forces militaires illégales en Syrie : des djihadistes recrutés par l'Arabie Saoudite et le Qatar, équipés avec des armes américaines pour renverser le gouvernement syrien.



Le fait le plus marquant est l'entrée en scène, le 24 août, de la Turquie qui lance fds le nord de la Syrie l'opération « Bouclier de l'Euphrate » et s'empare de Jarablus, évacuée sans combat par Daech (qui avait été prévenu de l'attaque), et de Manbij afin de rejeter les Kurdes vers l'est, de l'autre côté de l'Euphrate. Cet événement se produit 500 ans après la bataille de Marj Dabiq, au nord d'Alep, où la victoire ottomane sur le sultan mamelouk avait alors abouti à la conquête d'une grande partie du Moyen-Orient. Aujourd'hui, l'ambition de Recep Erdogan vise à recréer un empire ottoman comprenant au moins le nord de la Syrie et le nord de l'Irak. Le « sultan » affirme ainsi sa volonté de régner à Alep et à Mossoul.



Le thème du 24 août 2016 s'articule autour de trois éléments : une figure associant la triplice Pluton-Zeus-Admète aux deux axes Pluton/Zeus et Hadès/Vulcanus. L'axe Pluton/Zeus correspond à une irrésistible puissance venant des profondeurs, avec l'idée d'une avancée cachée, d'une stratégie secrète, éventuellement en lien avec le feu atomique (cette dernière indication étant accentuée par la position de la conjonction Mars-Saturne à 10° Sagittaire). Avec Admète, toutefois, il peut y avoir un blocage, des plans réduits à une réalisation partielle du fait de grosses difficultés à surmonter dans des conditions difficiles. Quant à Hadès/Vulcanus, cet axe évoque un climat de violence et de brutalité, de bassesse, d'infamie et de méchanceté.

En deuxième lieu, la conjonction Mars-Saturne à 10° Sagittaire, qui ouvre un cycle de deux ans à proximité de l'axe du nucléaire (8° Gémeaux-Sagittaire). La prochaine conjonction Mars-Saturne se produira le 2 avril 2018 à 9° Capricorne, au relais de l'axe Hadès/Kronos.

Enfin, la conjonction Uranus-Eris à 24° Bélier, significatrice de discorde et d'anarchie et potentiel de violence du fait du sesqui-carré avec la conjonction Mars-Saturne sur l'axe Point Vernal/Zeus, indicateur de conflagrations et de guerre, de mort par très grande violence ou du fait des forces de la nature. Cette conjonction Mars-Saturne de 2018 tient son importance du fait de son relais à l'axe Hadès/Kronos qui approche de sa conjonction en 2030, mais également du fait qu'elle préside à un mini-cycle de deux ans, qui couvre l'année 2019 dont nous avons lieu de craindre qu'elle soit à très haut risque, et qui inclut également la conjonction Saturne-Pluton du 12 janvier 2020.

Cinq cents ans plus tôt, le 24 août 1516, lors de la bataille de Marj Dabiq, Saturne transitait dans la même zone du Sagittaire, au carré du Soleil, avec l'axe Soleil/Saturne sur Vulcanus.

Septembre 2016

Le 9 septembre, un accord de trêve en Syrie est conclu entre les États-Unis et la Russie, et entre en vigueur le 12. Mais, dès le 17 septembre, la trêve est rompue, les troupes américaines bombardent les positions de l'armée syrienne à Deir ez-Zor, sur les rives de l'Euphrate, à proximité d'un important aéroport : la ligne rouge a cette fois été franchie.

Deux jours plus tard, il est fait état du bombardement d'un convoi de vivres et de médicaments du Croissant-Rouge à Orum al-Koubra près d'Alep. Il apparaît que cette affaire du « bombardement » d'un convoi humanitaire soit un montage des services secrets britanniques (le MI6) pour masquer le crime commis par le Pentagone et le Royaume-Uni à Deir ez-Zor. En réalité, ce convoi, affrété par une ONG liée au gouvernement de Damas, était destiné à des populations syriennes occupées par les djihadistes ; il avait été fouillé par l'Armée arabe syrienne et, ne contenant pas d'armes, avait été autorisé à passer après la fin du cessez-le-feu. Il n'a jamais été bombardé, mais il a été attaqué au sol et a brûlé. Les images d'un drone de l'armée russe montrent la présence de djihadistes au moment de l'attaque alors que la zone était censée être démilitarisée.

Le 19 septembre, l'armée syrienne annonce la fin de la trêve, tandis que John Kerry déclare que les conditions ne sont pas réunies pour une coopération militaire entre Washington et Moscou, rendant ainsi caduc l'accord signé dix jours plus tôt.

Le 21 septembre, trois missiles Calibre tirés par la flotte Russe sur un centre de commandement des terroristes dans la région d'Alep tuent une trentaine d'officiers israéliens, britanniques, turcs, qataris et saoudiens, lesquels dirigeaient les opérations des terroristes dans la région.

Ce même jour, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, avait lieu un entretien entre Recep Erdogan et Piotr Porochenko ; le communiqué évoque « la restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale » de l'Ukraine, ce qui laisse entendre que la Turquie contesterait le rattachement de la Crimée à la Russie, suite à un vote quasi unanime de la population de la Crimée.

Le 27 septembre est annoncé le déploiement par l'OTAN d'avions AWACS en Syrie. Rappelons que le système AWACS est un système de stations radars montées sur des avions pour surveiller un vaste espace aérien et servir de postes de commandement pour les opérations aériennes ou de lutte anti-aérienne.

Le 28 septembre, John Kirby, porte-parole du Département d'Etat américain menace la Russie d'attaques dans ses villes si la Russie ne cesse pas de soutenir le Président Assad.

Octobre 2016

Le 1^{er} octobre, un missile sol-mer détruit le fleuron de la marine des Emirats arabes unis, engagés aux côtés de l'Arabie Saoudite dans le conflit yéménite. Les armées des pétro-dictatures du Golfe hésitent dès lors à poursuivre seules la guerre contre la République arabe syrienne. Le missile utilisé est une arme extrêmement sophistiquée que l'on n'avait jamais vue sur un champ de bataille ; il n'a pu être tiré ni par les Houthis, ni par les partisans de l'ancien président Saleh, qui ne disposent pas d'une telle arme, mais par la Russie, qui est secrètement présente depuis l'été au Yémen.

Après ce coup de semonce russe au Yémen, la réaction de Washington consiste à envisager très sérieusement une confrontation militaire directe avec la Russie. Les États-Unis font appel à leurs alliés en vue d'une attaque contre Damas : il s'agirait de tirer des missiles de croisière sur Damas et Lattaquié et de bombarder l'Armée arabe syrienne. Une réponse positive est donnée par quatre puissances : le Canada, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Le véritable objectif de cette coalition est maintenant de créer à Mossoul un Sunnistan et de faire migrer Daech vers Rakka et Deir ez-Zor. C'est une façon d'avaliser le nettoyage ethnique pratiqué par les djihadistes – l'expulsion ou le massacre des chrétiens et des kurdes yézidis – et de créer un État religieusement homogène. Face à cette menace d'intervention directe d'une coalition occidentale contre la Syrie, la Russie effectue une riposte préventive en installant en Syrie des batteries d'armes anti-aériennes S-300 et S-400 - des armes capables de détruire n'importe quel avion en vol, y compris les avions furtifs, ainsi que les missiles de croisière.

Le 3 octobre, les États-Unis annoncent rompre le dialogue avec la Russie concernant la situation en Syrie. Le lendemain, l'ambassade de Russie à Damas est bombardée par des djihadistes du groupe Al Nosra, terroristes « modérés » soutenus, armés et financés par les États-Unis. Un nouveau pilonnage aura lieu le 13 octobre. Le même jour, la Russie annonce l'arrivée en Méditerranée de trois nouveaux bâtiments de guerre.

Le 5 octobre, les États-Unis bloquent au Conseil de Sécurité de l'ONU une motion déposée par la Russie au sujet du bombardement de son ambassade en Syrie.

Le 6 octobre, le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, lance un avertissement aux États-Unis : à titre défensif, désormais, tous les objets volants non identifiés au Syrie seront abattus.

Le 8 octobre, lors de la réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU, deux résolutions contradictoires sont rejetées, aboutissant à une impasse diplomatique. La Russie bloque le texte proposé par la France, tandis que le projet de résolution présenté par la Russie est rejeté à son tour ; le texte proposant de soutenir l'initiative de l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, concernant le retrait des terroristes d'Alep obtient quatre voix pour (Russie, Venezuela, Égypte, Chine), neuf voix contre (dont la France, les États-Unis et le Royaume-Uni) et deux abstentions (Angola et Uruguay).



Ce même jour, lors d'une conversation téléphonique, se produit un éclat entre Vladimir Poutine et François Hollande. Ce dernier accuse le président de la Fédération de Russie d'avoir frappé des « rebelles modérés », ce qui lui attire une vive réplique : « Il n'existe aucun rebelle modéré en Syrie puisque tous les rebelles agissent en interaction sur le terrain ». Vladimir Poutine conclut sur ces termes : « Vous n'avez plus aucun autre choix, si ce n'est le fait d'abattre les avions russes et là vous allez tout bonnement déclencher une nouvelle guerre mondiale. Si

la France, la Grande Bretagne et les États-Unis veulent la guerre, ils l'auront ». Le 11 octobre, Vladimir Poutine annule sa visite à Paris, prévue pour l'inauguration de la nouvelle cathédrale orthodoxe russe.

Deux démarches, effectuées le 14 octobre, témoignent de la gravité de la situation. D'une part, considérant le risque imminent de Troisième Guerre mondiale, le Kremlin a donné ordre à ses diplomates et personnels en poste en Occident de rapatrier leurs familles sans attendre ; les représentations et institutions russes en Occident sont ainsi réduites au minimum. D'autre part, 22 membres démocrates du Congrès ont adressé une lettre au président Obama, lui demandant d'inscrire dans la loi l'engagement par les États-Unis de ne pas faire usage en premier de l'arme nucléaire.

LE DOUBLE VERROU : SYRIE ET UKRAINE

La crise syrienne est maintenant bien installée au cœur des tensions internationales en train d'atteindre un niveau d'incandescence particulièrement dangereux. En même temps, cependant, la crise ukrainienne garde toute sa dangerosité potentielle, du fait que le but ultime de Washington est de couper la « Route de la soie » en direction de l'Europe et de la Méditerranée, tout en tâchant d'empêcher une intrusion chinoise sur le continent africain. Ainsi, les États-Unis organisent actuellement deux guerres par procuration, l'une au Levant, l'autre en Ukraine. Quant à la Russie, son intervention en Syrie visa avant tout à anéantir les djihadistes qui se préparent à attaquer la Russie dans le Caucase et en Asie centrale. Récemment, la Russie a été contrainte d'engager son armée dans des opérations de combat en Syrie, en Crimée et en Novorussie.

En Syrie, la base aérienne de Khmeimim est transformée en base militaire à part entière avec une force opérationnelle déployée en permanence, tandis qu'est déployé en Méditerranée orientale le bâtiment Kouznetsov, transporteur d'avions équipés de missiles.

Sur le front ukrainien, une tentative du gouvernement de Kiev d'infiltrer des saboteurs dans la péninsule de Crimée a échoué, ce qui n'empêche pas Porochenko de renforcer ses troupes sur la frontière avec la Crimée et l'Ukraine orientale et de placer ses soldats en alerte maximum. D'autre part, les autorités de Kiev ont rejeté les lettres de créance du nouvel ambassadeur russe en Ukraine, ce qui a conduit Vladimir Poutine à déclarer que, dans ce contexte, les négociations avec Kiev sont « sans intérêt ». La situation en Ukraine demeure très imprévisible et une multiplication de fausses alertes risquent de limiter la vigilance des forces russes aux frontières et en Crimée. L'objectif des Ukrainiens n'est pas d'obtenir une victoire, mais d'entraîner la Russie dans une guerre ouverte : une contre-attaque russe ouverte au Donbass ou même à partir de la Crimée serait pain béni pour le clan des bellicistes mondialistes à Washington et ailleurs. Il va de soi qu'une attaque sur la Crimée serait un acte de guerre direct contre la Russie, qui serait alors contrainte de riposter avec la plus grande vigueur : il faut savoir que les Russes ont maintenant la capacité de détruire totalement plusieurs bataillons mécanisés en seulement deux ou trois minutes.

Ce qui rend ces deux guerres particulièrement périlleuses et susceptibles de dégénérer à tout moment en un conflit généralisé, c'est qu'elles impliquent des acteurs fortement idéologiques, sourds aux réalités des rapports de force et désireux d'en découdre à tout prix, que ce soit les extrémistes de Kiev, les forcenés de Daech ou leurs mentors néo-conservateurs, qui attendent impatiemment l'arrivée au pouvoir d'Hillary Clinton. Face à des comportements irrationnels, la stratégie d'une dissuasion pleine de retenue et de prudence menée par Vladimir Poutine depuis des années risque de passer tout simplement pour de la faiblesse et d'attiser les pulsions guerrières chez ses adversaires.

LES ENJEUX DE LA BATAILLE D'ALEP ET L'ECHEC DE L'ACCORD KERRY-LAVROV

Si Washington et ses alliés occidentaux mènent une campagne internationale de compassion humanitaire sur le sort des habitants d'Alep – alors que le même sort tragique de populations subissant les horreurs de la guerre dans d'autres lieux ne suscite que silence et indifférence – c'est que cette bataille est d'une importance stratégique majeure : le vainqueur l'emportera dans la guerre qui est menée contre la Syrie depuis mars 2011. L'offensive djihadiste sur Alep impose à la Russie un choix crucial : soit quitter complètement la Syrie soit intensifier suffisamment ses efforts pour vaincre les djihadistes de façon décisive : ou bien l'armée arabe syrienne avec ses alliés russes, iraniens et libanais, verrouille définitivement les factions djihadistes dans la partie orientale de la ville et réduit leur résistance en quelques semaines ; ou bien les terroristes brisent le siège et la guerre infernale se poursuivra encore de longues années avec le risque d'une partition du pays.

La presse française regorge d'articles sur la crise d'Alep basés sur des données fausses. Actuellement, la partie Ouest de la ville héberge entre 1,4 et 1,5 million d'habitants partisans de la République, tandis que la partie Est héberge entre 25 000 et 30 000 personnes, otages des djihadistes. Ce sont ces djihadistes qui ont abattu les habitants d'Alep-Est qui tentaient de fuir durant la trêve de l'Aïd ; ce sont eux encore qui ont brûlé le convoi humanitaire du Croissant rouge syrien destiné aux civils qu'ils tiennent en otages à Alep.

Le chef actuel des combattants d'Alep-Est n'est pas syrien, c'est le cheikh Abdullah al-Muhaysini, le suprême juge du Tribunal de la Charia de l'Armée de la conquête. Cette coalition, comprenant officiellement les membres d'Al-Qaïda, est composée de djihadistes étrangers, principalement saoudiens, koweïtiens, tunisiens, russes et chinois, et de quelques collaborateurs syriens. Pour le cheikh saoudien Abdullah al-Muhaysini, l'ennemi ce sont tous les chiïtes qu'ils soient duodécimans ou pas (c'est-à-dire non seulement les chiïtes iraniens et le Hezbollah libanais, mais aussi les Alaouites et les Druzes). En de nombreuses occasions, il a appelé à les massacrer tous, femmes et enfants compris.

Le 18 septembre 2016, en pleine « cessation des hostilités » et alors que 200 civils venaient de s'évader d'Alep-Est avec l'aide des forces russes, le Tribunal de la Charia de l'Armée de la conquête a annoncé que tout habitant d'Alep-Est — sans distinction d'âge ou de sexe — qui tenterait de rejoindre le territoire se trouvant aux mains des troupes gouvernementales serait abattu. Une quarantaine de personnes ont effectivement été assassinées par des snipers en tentant de fuir. Serait-ce ce que le président français, François Hollande, appelle un « leader syrien modéré » ?

Le ministre russe de la Défense, Serge Choïgou, a dressé récemment le bilan de l'action des armées russes en Syrie après un an d'intervention : libération de plus de 12 000 kilomètres carrés du territoire, élimination de 35 000 terroristes, dont plus de 2 700 personnes en provenance de Russie et des pays de la CEI. Il a opposé ces résultats à ceux des États-Unis qui, tout en déclarant combattre les terroristes, les soutiennent contre la République arabe syrienne.

Le dernier accord signé entre John Kerry et Serge Lavrov le 9 septembre dernier, stipulait que les États-Unis séparaient les combattants « modérés » des « extrémistes » ; puis que ces « modérés » participeraient avec les deux Grands et l'Armée arabe syrienne à la neutralisation des « extrémistes » ; enfin qu'un gouvernement d'union nationale serait formé à Damas, sous la présidence de Bachar el-Assad, intégrant des représentants des « modérés » ayant participé à la bataille finale contre les « extrémistes ». Or, rien n'a été fait en ce sens : Washington n'a pas trouvé de combattants pour jouer le rôle des « modérés » - tout simplement parce que tous les soi-disant « modérés » sont des « extrémistes » ! La rhétorique du président Obama selon laquelle il soutient des Syriens qui se battent pour la Démocratie face à un régime qui les réprime ne correspond pas à la réalité.

L'accord a capoté également du fait de la lutte à mort dans l'administration américaine entre des factions profondément antagonistes (Pentagone contre CIA). Cela se traduit en Syrie par le soutien à des groupes de rebelles « modérés » rivaux qui s'affrontent sur le terrain.

La seule agence à soutenir fermement l'accord Kerry-Lavrov a été le Conseil national de sécurité, un organisme regroupant les agences de renseignement US à la Maison Blanche, qui a ses propres problèmes avec les ministères de la Défense et le département d'État. Mais il existe un véritable fossé entre John Kerry et Ashton Carter, le secrétaire à la Défense. En outre, d'éminentes autorités militaires émettent de vives réserves : ainsi le lieutenant général Jeffrey Harrington, le chef du Commandement central de l'USAF (Armée de l'air US) et le général Joseph Vogel, chef du Commandement central des Etats-Unis, qui gère les opérations américaines en Syrie. On voit ainsi grandir une contestation de la direction politique du pays par les commandants militaires américains en service actif, ce qui aboutit à une remise en cause de la crédibilité même du gouvernement des États-Unis. Déjà, d'ailleurs, la trêve précédente avait été utilisée par les Américains pour bombarder l'armée syrienne et pour évacuer des groupes terroristes des territoires susceptibles d'être repris par l'armée syrienne.

RAPPEL DE L'ORIGINE DU CONFLIT

Face au battage médiatique visant à discréditer la légitimité du régime de Bachar el-Assad, il n'est pas inutile de rappeler l'origine du conflit, qui remonte à l'année 2003, sous la présidence de George W. Bush Jr. Le 12 décembre 2003, ce dernier signait une déclaration de guerre à la Syrie, le *Syrian Accountability Act*. Après une série de tentatives pour ouvrir les hostilités, les Forces spéciales américaines passent enfin à l'offensive au début 2011 ; elles se livrent alors à une mise en scène visant à faire accroire à une « révolution » intérieure. Il importe de se souvenir que la guerre a éclaté en Syrie non sous la forme d'une guerre civile, mais à la suite d'une agression extérieure : il s'agit d'une guerre fomentée de l'extérieur et imposée sur le territoire syrien.

Ce qui mit le feu aux poudres, ce furent les incidents de Deraa, en mars 2011. A la suite de l'arrestation d'écoliers accusés d'avoir écrit sur des murs des slogans favorables à la révolution égyptienne, une manifestation est organisée à Deraa le 18 mars 2011 et la police ouvre le feu, faisant 4 morts. Deux jours plus tard, le siège local du parti Baas et le Palais de justice sont incendiés. Le 23 mars, la ville vit une situation insurrectionnelle. Les tensions se prolongent au mois d'avril : le 8 avril, des affrontements entre manifestants et policiers font 42 morts, dont 19 policiers, les auteurs de ces attaques étant des groupes armés inconnus. Le 25 avril, la ville est assiégée et entourée par les chars de l'armée et la répression se poursuit les jours suivants.

Or, derrière ces événements tragiques, on trouve en fait l'action de commandos terroristes libyens, fraîchement débarqués dans le cadre d'une opération supervisée par des agents de la CIA opérant depuis leur bureau en Jordanie, qui avaient déjà fourni les armes et les fonds nécessaires pour alimenter le feu d'une révolution en Syrie – ces armes étant stockées dans la mosquée Omari de Deraa, toute proche de la frontière jordanienne. Parmi les raisons de l'acharnement de la politique américaine à vouloir se débarrasser du président Bachar el-Assad, outre les questions d'ordre économique relatives aux réserves pétrolières ou aurifères, il y avait le fait du soutien marqué du président syrien en faveur du droit des Palestiniens à disposer d'un État. Par la suite, l'administration Obama poursuivit la stratégie de chaos lancée avec le renversement de Kadhafi et les Printemps arabes dans le but de remodeler le Proche et le Moyen Orient, selon un plan établi dès 1982.

Ingrès Balance
22 sept. 2016
14h21m06s
Berlin

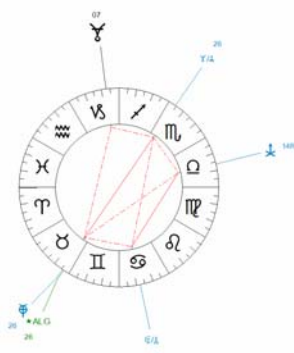
Ingrès Balance 2016

ZE – 17°35

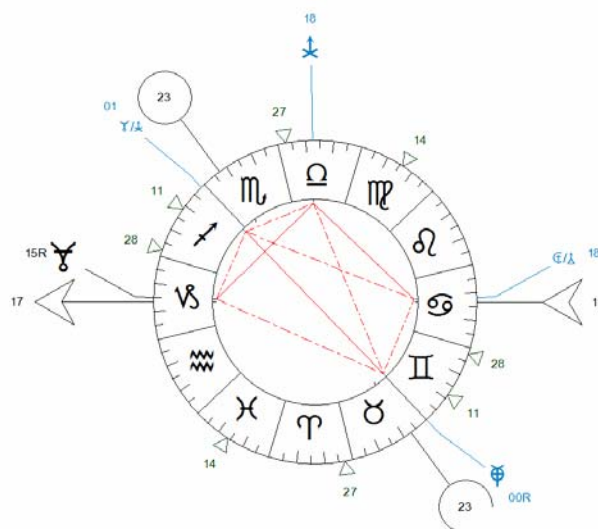
Pluton – Zeus - Admète

PL/ZE=HA/VU

Incidents de Deraa
18 mars 2011



PL/ZE=HA/VU=Algol



PL/ZE – 55°33

56 – 11-56 / 34-79

17 – 17-62 / 40-85

En étudiant le thème des incidents de Deraa, le 18 mars 2011, nous avons incidemment pris conscience du fait que la même trame sous-jacente se retrouve dans le thème de l'Ingrès Balance 2016, ainsi d'ailleurs que dans les thèmes des deux éclipses du 1^{er} et du 16 septembre dernier qui accompagnent l'entrée dans l'escalade en cours de la crise syrienne autour de la bataille d'Alep et de la confrontation plus générale entre les deux blocs atlantiste et eurasien. Au cœur de toute cette période qui commence avec les « Printemps arabes » de 2011 (lancés sous l'impact de la conjonction Jupiter-Uranus à 0° Bélier en janvier 2011) et qui se poursuit jusqu'en 2019 (en orbe de 6° jusqu'en juillet 2022), nous trouvons le carré Pluton-Zeus relié à Admète. Nous avons déjà évoqué plus haut la signification de cette configuration. Toutefois, on observera qu'en mars 2011, l'axe Pluton/Zeus (à 26° Scorpion) se trouvait en opposition d'Admète conjoint à l'étoile fixe Algol, de sinistre réputation, et dont le nom, dérivant de l'arabe *ra's al-ghoul* signifie « la tête de l'ogre » (ou du « dragon »). La combinaison de la figure Pluton/Zeus=Hadès/Vulcanus avec Algol est des plus inquiétantes pour toute la période qui suit le lancement de la grande opération de remodelage du Moyen-Orient qui tira profit des révoltes arabes lors de la conjonction Jupiter-Uranus de 2010-2011. Nous sommes encore dans cette période, pratiquement jusqu'au moment des grandes conjonctions Saturne-Pluton, Jupiter-Pluton et Jupiter-Saturne de 2020.

Dressé pour Berlin, le thème de l'Ingrès Balance 2016 met Pluton à l'Ascendant et l'axe Hadès/Vulcanus au Descendant.

L'IMPLICATION DE LA TURQUIE ET LA QUESTION KURDE

La guerre de Syrie est étroitement liée à la question kurde - des plus complexes, étant donné ses répercussions sur quatre États : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

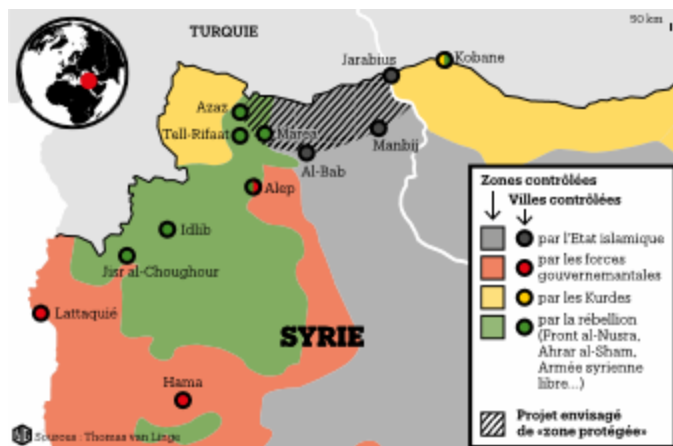
Il n'est pas aisé de se prononcer sur l'orientation effective de la Turquie de Recep Erdogan, tant le personnage est ambigu et ses tournants politiques mouvants et incertains. Arrivé au pouvoir grâce au soutien de Fethullah Gülen avec l'intention d'en finir avec le régime laïc hérité de Kémal Ataturk, Erdogan considère aujourd'hui Gülen comme son principal ennemi. Les deux hommes partagent, au fond, des objectifs voisins – la restauration d'une sorte d'empire néo-ottoman fondé sur l'islam - mais ils divergent profondément sur la forme et sur leurs ambitions personnelles. Fethullah Gülen préconise une politique d'infiltration de toutes les institutions turques et il est prêt à faire semblant de ne pas exiger le conservatisme social islamiste ; toutefois, il n'aspire à rien moins que d'être proclamé « l'imam caché », le Mahdi – ou messie. Tandis qu'Erdogan vise à être reconnu pour l'incarnation du nationalisme turc, avec une orientation islamique plus souple. En somme, un islamo-nationalisme face à un messianisme radical.

Le 22 mai dernier, Recep Erdogan a reçu la démission de son Premier ministre Ahmet Davutoglu qui prônait une ligne néo-ottomane redonnant à la Turquie une puissance régionale. Il aspirait à la création d'un nouvel Empire turco-mongol en deux temps : d'abord renouer des relations diplomatiques avec ses voisins, puis soutenir l'islam chez les voisins de manière à les unifier. Ce qui s'est avéré au fil du temps être une impasse. La nouvelle stratégie d'Erdogan consiste toujours à fonder un nouvel Empire turco-mongol, mais en commençant par unifier la Turquie et à la purifier ethniquement, puis à étendre son modèle sur ses voisins. Le nouveau Premier ministre, Binali Yildirim est un parrain de la mafia turque qui a assuré le financement de l'AKP depuis sa création.

Maintes questions demeurent sur la véritable nature du coup d'État manqué du 15 juillet dernier. A-t-il été fomenté contre Erdogan par les États-Unis ou serait-ce un montage visant à renforcer Erdogan avec l'aval implicite des États-Unis, permettant d'appliquer une purge radicale qui pourrait aller dans l'intérêt commun des États-Unis et du président Erdogan ?

Il semble bien, cependant, qu'il y ait une implication de l'OTAN dans le coup d'État. Les participants les plus actifs lors du putsch furent les membres de la Force aérienne turque. Or, cette force de l'air est la structure la plus intégrée dans l'OTAN. Les trois régiments les plus importants de l'armée qui ont participé au coup d'État faisaient partie du Corps d'intervention turque de l'OTAN. Le général américain John F. Campbell, l'ancien commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan, a été désigné par les médias pro-Erdogan comme l'un des principaux organisateurs du coup d'État. Un employé turc de haut rang dans l'OTAN, le contre-amiral Mustafa Ugurlu, qui a travaillé aux États-Unis, a été accusé d'implication dans le complot et a demandé l'asile politique aux États-Unis. Il demeure que l'appartenance du pays à l'OTAN signifie que l'infiltration des forces armées turques par des agents d'influence américaine continuera. Cela signifie que le risque de récurrence du coup d'État subsiste. Pour autant un basculement effectif de la Turquie de l'OTAN vers une intégration eurasiennne aux côtés de la Russie et de la Chine nous paraissent peu probables ; ne serait-ce qu'au regard des perturbations que cela pourrait entraîner dans les républiques turcophones d'Asie centrale.

La Turquie d'Erdogan demeure le parrain des Frères musulmans dans le monde et de leur branche armée, le djihadisme international. L'intervention turque en Irak et au nord de la Syrie n'a aucunement pour objectif la destruction de Daech, mais bien plutôt son repositionnement territorial.

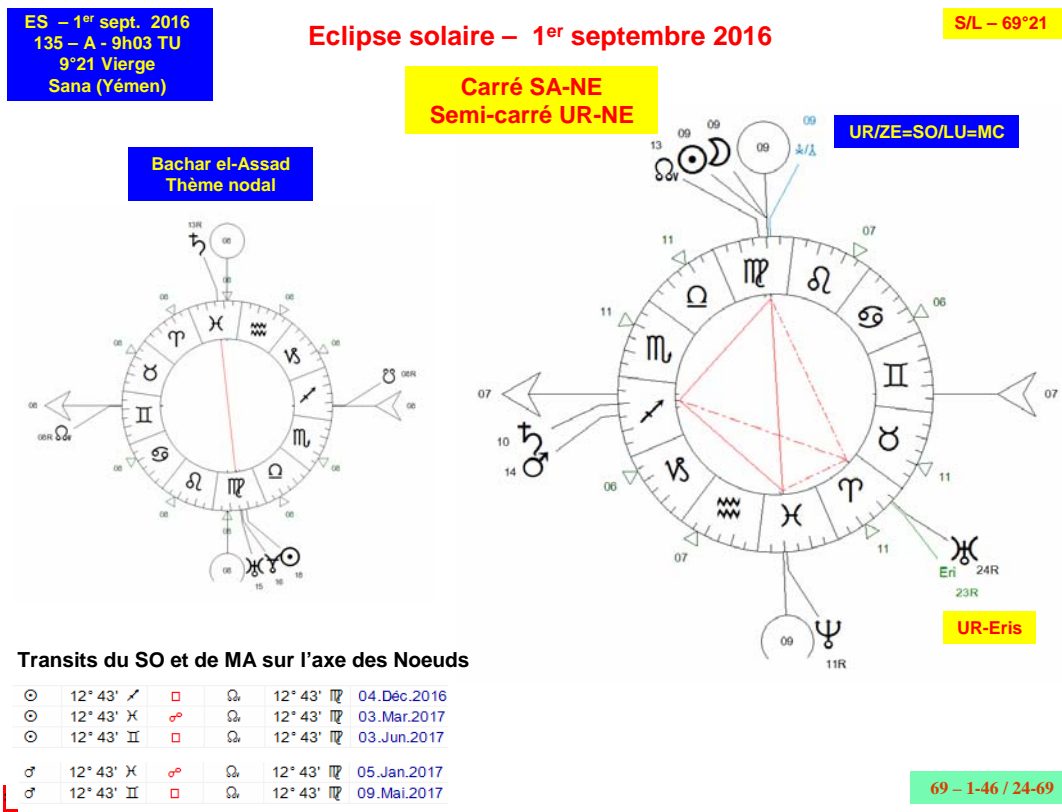


Ainsi que le montre cette carte, Daech n'est pas du tout coupé du reste du monde, ni de l'OTAN. Les combattants ainsi que les marchandises peuvent toujours traverser la frontière avec la Turquie comme ils l'ont fait tout au long des dernières années. La frontière turco-syrienne entre Azaz, Al-Ra'i et Jarablus, avec Daech (en gris) au sud, a toujours été ouverte au trafic entre les deux zones. Maintenant, l'armée turque et les forces turques par procuration des rebelles « modérés » sont passées dans la bande de terre verte côté syrien. Cela n'a pas scellé ni fermé la frontière, comme d'autres pays l'avaient demandé. Cela a simplement

déplacé la frontière plus au sud. Le passage entre la zone tenue par Daech et la zone contrôlée par les Turcs sera désormais plus facile parce que les médias n'auront pas accès à la zone. Le changement de limite territoriale s'est fait, de toute évidence, par consentement mutuel. Ce mouvement turc avait pour but principal d'empêcher les zones kurdes (en jaune) de l'est et de l'ouest de se rejoindre. Une bande de terre entièrement contrôlée par les Kurdes le long de la frontière l'aurait en effet scellée. Le trafic de Daech n'aurait pas été autorisé à passer les points de contrôle kurdes. La Turquie va probablement essayer d'annexer la zone qu'elle a prise. Elle projette de construire de nouvelles villes du côté syrien pour abriter les réfugiés actuellement dans des camps en Turquie. La Turquie pourrait ainsi se décharger d'un gros fardeau que sa guerre contre la Syrie lui a mis sur le dos. La Russie et l'Iran ont apparemment accepté que la Turquie s'installe dans cette zone en échange de sa promesse de cesser son soutien à l'attaque djihadiste contre la ville d'Alep.

CONCLUSION : DES PERSPECTIVES INQUIETANTES

Les deux éclipses des 1^{er} et 16 septembre 2016, permettent de dégager quelques perspectives quant à d'éventuels développements de la grave crise actuellement en cours dans les relations internationales. La clé de la situation nous est donnée par trois éléments (dont nous avons déjà traité dans le cadre du numéro 9 de notre *Revue d'astrologie mondiale*) : le semi-carré Uranus-Neptune, porteur d'une fâcheuse tendance à la schizophrénie et à la perte de la distinction entre le réel et le virtuel ; le carré Saturne-Neptune, significateur d'une passe délicate pour la Russie ; la conjonction Uranus-Eris à 23° Bélier, facteur d'explosion partout dans le monde de discorde et d'anarchie - le carré Pluton-Zeus demeurant non activé par ces deux éclipses dont le foyer repose sur la triplice Saturne-Uranus-Neptune.



Le thème de l'éclipse solaire du 1^{er} septembre, dressé pour Sana au Yémen, place l'éclipse au Milieu du Ciel à 9° Vierge, conjointe à l'axe Zeus/Vulcanus, significateur de grande guerre et, avec Saturne à l'Ascendant, de forte contrainte. Elle se situe ainsi au carré de l'axe du nucléaire (8° Gémeaux-Sagittaire), qui est aussi celui de l'axe des deux étoiles fixes Aldébaran-Antarès, en lien avec une mort violente et avec le retrait d'acquisitions obtenues antérieurement (honneurs, richesse).

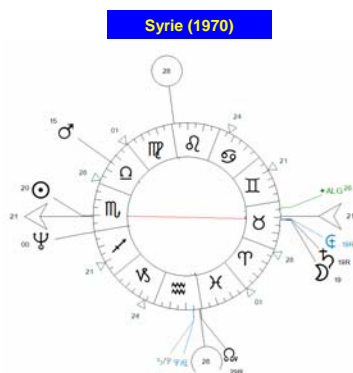
Cette configuration est en résonance avec l'axe des Nœuds lunaires dans le thème de Bachar el-Assad (8° Gémeaux-Sagittaire) aggravé par l'opposition de Saturne à Uranus-Pluton (13°-15° Poissons-Vierge). Cela signifie certainement qu'il va demeurer au cœur des tensions internationales qui opposent les deux blocs atlantiste et eurasién.

EL – 16 sept. 2016
147 – PN - 19h05 TU
24°20 Vierge-Poissons
Alep (Syrie)

Eclipse lunaire – 16 septembre 2016

S/L – 84°20

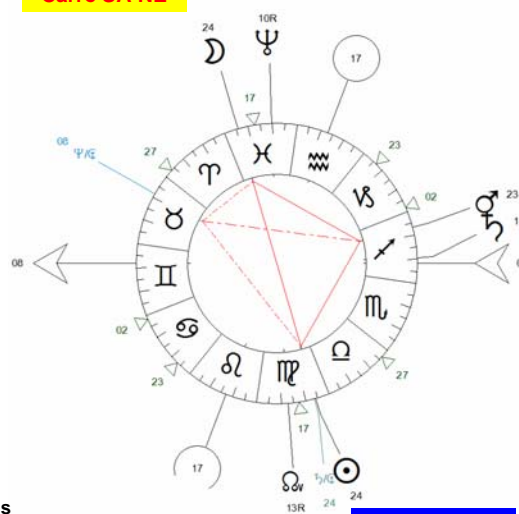
Carré SA-NE



SA/HA=NE/HA=Algol

Transits du SO et de MA sur l'axe des Nœuds

☉	12° 45' ♈	☾	12° 45' ♏	04.Déc.2016
☉	12° 45' ♈	☾	12° 45' ♏	03.Mar.2017
☉	12° 45' ♈	☾	12° 45' ♏	03.Jun.2017
♂	12° 45' ♈	♂	12° 45' ♏	05.Jan.2017
♂	12° 45' ♈	♂	12° 45' ♏	10.Mai.2017



SO=SA/HA=NE/HA

84 – 16-61 / 39-84

L'éclipse lunaire du 16 septembre, dressée pour Alep, place à nouveau la ligne de l'horizon sur l'axe du nucléaire. Ici, le Soleil est relié au carré Saturne-Neptune par les deux axes Saturne-/Hadès et Neptune/Hadès : le tableau évoque des pertes sérieuses, des réfugiés, un risque de famine et d'inondations, ainsi qu'une ambiance de tromperie et de confusion.

Cette éclipse est en résonance avec le thème de la Syrie baasiste, où la ligne d'horizon réunit le Soleil à l'Ascendant et, au Descendant, une conjonction Saturne-Hadès. On relèvera en outre que les deux axes Saturne/Hadès et Neptune/Hadès (25° Verseau) sont au carré d'Algol.

Il peut être intéressant de surveiller, après une éclipse, les passages du Soleil et de Mars au carré de l'axe des Nœuds lunaires au moment de l'éclipse. Pour ces deux éclipses, proches dans le temps, seront à prendre en compte les transits solaires du début décembre 2016, début mars et début juin 2017, ainsi que les transits martiens du 5-6 janvier et du 9-10 mai 2017.



Toute une série de constatations nous conduisent à craindre la poursuite de l'escalade des périls qui s'est imposée depuis la rupture de la dernière trêve de l'Aïd, le 17 septembre dernier, au lendemain d'une éclipse lunaire.

Tout d'abord, on peut s'attendre encore à des surprises de la part de Daech, même si le « califat » perd des positions tant en Irak qu'en Syrie. Le nouveau chef militaire de Daech, Gulmurod Khalimov, est un officier des forces spéciales du Tadjikistan ; il a été très bien formé dans la lutte contre le terrorisme par des forces spéciales et des conseillers américains. Il remplace le défunt Abou Omar al-Shishani, un officier géorgien des forces spéciales tchéchènes, lui aussi très bien formé dans la lutte contre le terrorisme par des forces spéciales et des conseillers américains.

Toutefois, le risque majeur, au plan international, est maintenant la tentative des États-Unis d'imposer au dessus-de la Syrie une zone d'exclusion aérienne. En quoi consiste cette menace ? Selon la doctrine américaine, l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne est assez simple : cela commence par une série intensive d'attaques de missiles de croisière et de bombardements, dont le but est de paralyser les défenses aériennes de l'ennemi et ses capacités de commandement et de contrôle. Cette première phase peut durer entre deux et dix jours. La seconde phase comprend habituellement le déploiement d'avions de combat air-air dans des patrouilles de combat aérien qui sont en général contrôlées par des avions AWACS en vol. Enfin, une fois le réseau de défense aérienne détruit et la suprématie aérienne établie, les chasseurs aériens et les bombardiers sont envoyés pour bombarder tout ce qui peut l'être jusqu'à ce que l'ennemi se rende ou soit écrasé. Mais aujourd'hui, il se trouve que la supériorité qualitative militaire actuelle en faveur des Russes rend très risquée l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne américaine sur la Syrie – par ailleurs totalement illégale. Le risque est alors très réel d'une guerre à grande échelle avec la Russie. Une menace d'autant plus susceptible de se réaliser en cas de victoire électorale d'Hillary Clinton.

Ensuite, on constate une extension déjà en cours des conflits. En effet, les choses bougent également aux frontières d'Israël. D'une part, au milieu du mois d'octobre doivent se dérouler des manœuvres militaires conjointes entre les armées russe et égyptienne, avec parachutage sur le sol égyptien de véhicules de combat russes. D'autre part, l'armée israélienne a attaqué la zone jouxtant le plateau du Golan occupé : le risque est maintenant de voir la guerre s'étendre au sud Liban. Par ailleurs, l'Iran accorde désormais à la Russie le droit d'utiliser la base aérienne de Hamedan à l'ouest du pays : une base sûre et parfaitement située pour mener des attaques militaires en Syrie et ailleurs au Moyen-Orient. On peut relever également l'importance de l'aérodrome militaire de Bombora près de Gudauta, en Abkhazie, idéalement situé pour devenir un centre majeur pour les opérations des forces aérospatiales russes.

En arrière-plan se profile l'éventualité d'une extension du conflit yéménite à toute la Péninsule arabique, tandis qu'une menace djihadiste continue de peser sur l'Asie centrale, notamment dans la vallée de Ferghana, après la récente disparition d'Islam Karimov en Ouzbékistan. Enfin, Daech menace d'attaquer la Russie à l'intérieur même de ses frontières.

Il faut compter également avec le déploiement de forces américaines en Afrique. Le Pentagone ne se contente pas, en effet, d'organiser les guerres au Donbass, en Syrie et au Yémen. Il déploie actuellement des forces en Afrique, à la conquête du continent noir. Les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït et les Émirats continuent à massacrer des civils au Yémen. Restent plus encore dans l'ombre, dans les médias, les opérations militaires américaines en Afrique. Elles sont menées par l'AfriCom, qui a en Italie deux importants commandements subordonnés, à Vicence en Vénétie et à Naples. Les États-Unis sont en train d'intensifier leurs opérations militaires en Afrique. Les raids aériens, effectués depuis le mois d'août en Libye sous le prétexte d'arrêter l'avancée de Daech servent en réalité le plan de reconquête et de recolonisation de la Libye, où opèrent depuis longtemps des forces spéciales américaines et européennes. Parmi ses nombreuses missions, l'AfriCom est en train de construire au Niger une base de drones armés, qui sert aux opérations militaires que les États-Unis conduisent depuis des années, avec la France, dans l'Afrique du Sahel, surtout au Mali, au Niger et au Tchad. Enfin, une autre opération militaire américaine est en cours en Somalie, pays de première importance géostratégique.

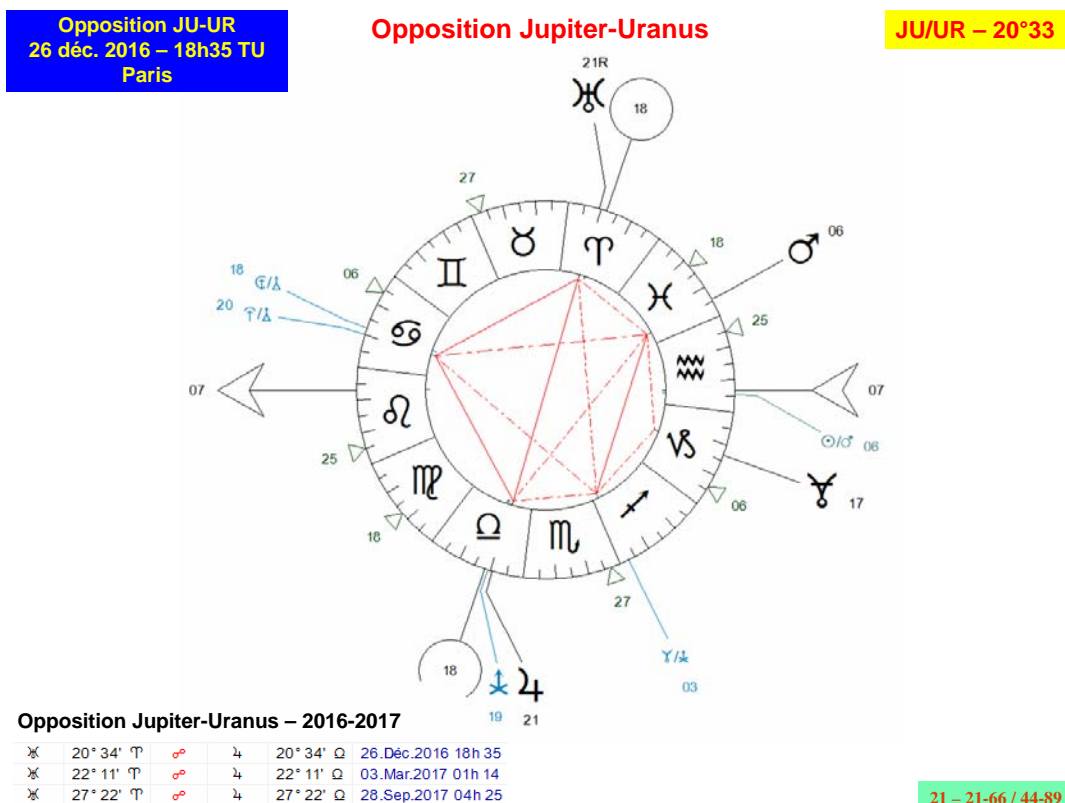


Le risque est ainsi bien réel de voir à tout instant le conflit syrien dégénérer en guerre mondiale. Il est très inquiétant de constater que les États-Unis ne sont plus en mesure de tenir leurs engagements, mais qu'ils demeurent accrochés à leur volonté d'empêcher le développement de la grande alliance eurasiatique en formation autour de la Chine et de la Russie. Pékin et Moscou, estimant être désormais en position de force, ne cèdent plus aux injonctions de la puissance hégémonique.

Le monde traverse un moment extrêmement critique, de basculement de l'ordre mondial au détriment de l'axe euro-atlantique ou de précipitation dans le gouffre d'une guerre nucléaire.

Charles Ridoux
Amfroipret, le 14 octobre 2016

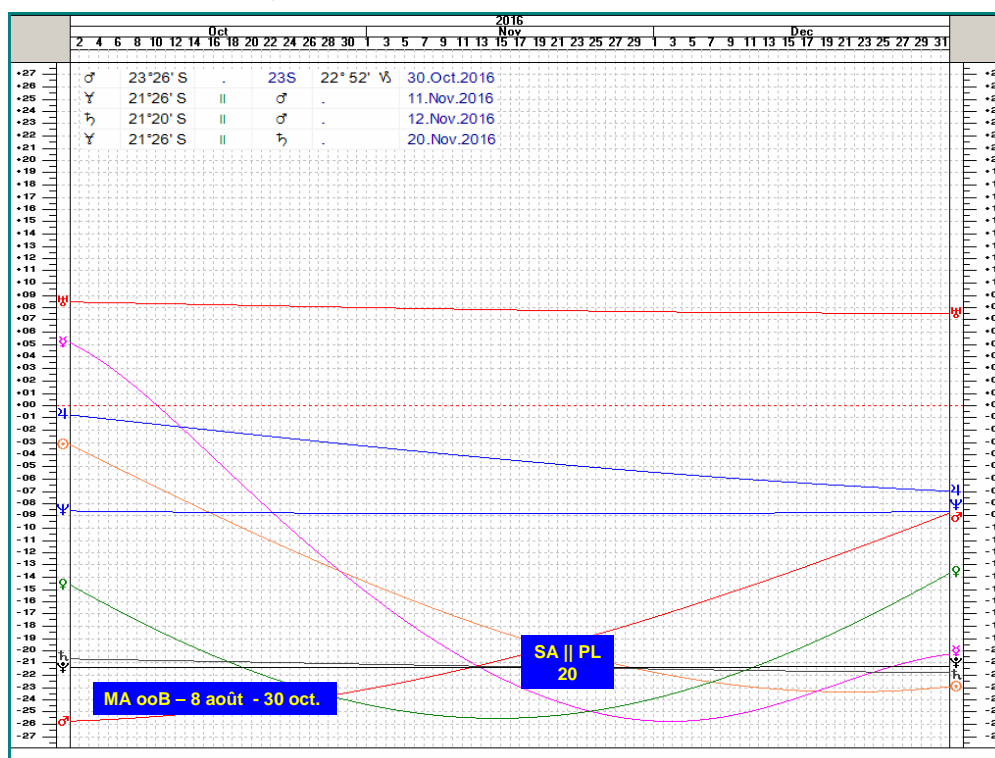
Addendum – 17 octobre 2016



Parmi les facteurs astrologiques susceptibles d'aggraver encore les tensions, il convient de mentionner la prochaine opposition Jupiter-Uranus qui se produit pour la première fois le 20 décembre 2016 à 21° dans l'axe Blier-Balance, et qui se reforme le 3 mars et le 28 septembre 2017 (en conjonction avec Eris le 3 mars). On observe que Maers (6° Poissons) est impliqué dans le tableau, ainsi que l'axe Soleil/Mars (6° Verseau) qui peut jouer éventuellement comme facteur déclencheur. Dressé pour Paris, ce thème place l'opposition Jupiter-Uranus dans l'axe du méridien et le mi-point Soleil/Mars sur le Descendant.

Cette opposition Jupiter-Uranus de 2017 doit être interprétée en relation avec la conjonction de 2010-2011, qui fut un facteur marquant dans l'irruption soudaine des révoltes à travers le monde arabe. L'opposition met en relief et en plein jour les potentialités contenues dans la conjonction : en l'occurrence, cela pourrait correspondre à l'utilisation et à la manipulation de ces révoltes au service d'un plan échafaudé bien avant de déstabilisation et de reconfiguration géopolitique de toute la zone du Proche et du Moyen Orient.

Quatrième trimestre 2016 - Déclinaisons



On peut encore prendre en compte le tableau des Déclinaisons durant le quatrième trimestre de 2016, où se produit, le 20 novembre, un parallèle Saturne-Pluton à 21° Sud (précédé, les 11 et 12 novembre par des parallèles de Mercure et de Mars avec Saturne et Pluton). Equivalant à une conjonction en longitude, ce parallèle nous introduit dès la fin de l'année 2016 dans la mouvance de la prochaine conjonction Saturne-Pluton du 12 janvier 2020.

On pourra méditer ainsi sur le renouvellement d'une concomitance entre un aspect fort des cycles Jupiter-Uranus et Saturne-Pluton : entre novembre 1982 et février 1983, une double conjonction Saturne-Pluton (27° Balance) et Jupiter-Uranus (8° Sagittaire) ; entre mars et octobre 1914, une conjonction Jupiter-Uranus (0° Verseau) et une conjonction Saturne-Pluton (2° Cancer).

Ce fut, en 1914, le début de la Grande Guerre. En 1982-1983, avec la crise des missiles déployés sur le sol européen, les tensions auraient pu déboucher sur une Troisième guerre mondiale. Aujourd'hui, en 2016, le monde bruisse de rumeurs alarmantes à ce sujet : faut-il considérer comme une atténuation des risques le fait que le cycle Jupiter-Uranus soit en phase d'opposition et non de conjonction, et aussi le fait que la conjonction Saturne-Pluton ne se produise, pour le moment, que dans le cadre des déclinaisons ? On pourrait alors conjecturer que la crise actuelle qui se manifeste par une dangereuse escalade des périls constitue l'entrée dans une période historique susceptible de déboucher sur une Troisième guerre mondiale, mais que le moment le plus critique est encore à venir, dans la période de descente accélérée de l'Indice cyclique jusqu'en 2022.